

M. Aitken: Oui, monsieur, en général; c'est-à-dire qu'environ 90 p. 100 de ce que nous avons emprunté et prêté a été l'argent du Trésor, mais nous sommes allés sur le marché.

Le sénateur Flynn: Comment le gouvernement fixe-t-il son taux?

M. Aitken: Si je comprends bien, le ministère des Finances établit le taux qu'il impose aux sociétés de la Couronne qui empruntent à un huitième pour cent au-dessus de ce que l'argent lui coûte, pour une période déterminée. Les échéances sont d'un à cinq ans, de cinq à dix ans, de dix à quinze ans et de quinze à vingt ans, et ils fixent un taux d'intérêt pour chaque catégorie.

Le président: Monsieur Aitken, la question du sénateur Lang semble avoir soulevé certains points, en ce qui me concerne. Vous parlez de la concurrence du crédit international—c'est-à-dire que d'autres pays et organismes internationaux cherchent à prêter de l'argent dans différents domaines, et vous faites la même chose. Si je comprends bien, vous vous limitez lorsque vous prêtez de l'argent, disons à l'Inde, par rapport à la production et aux autres besoins du Canada?

M. Aitken: Oui.

Le président: Les autres organisations internationales ne font-elles pas la même chose?

M. Aitken: C'est exact, monsieur, elles le font. Seulement pour vous donner un exemple de la concurrence qui existe de nos jours, à cause de la dévaluation du dollar américain et du dollar canadien qui suit le cours du dollar américain de très près et à cause de la réévaluation des monnaies tel le yen japonais, le bilan en faveur du Canada est actuellement, à ce qu'on me dit, entre 15 et 20 p. 100. Alors qu'il y a deux ans, nous ne pouvions presque pas faire concurrence avec le Japon, actuellement, nos pris sont de 20 p. 100 meilleurs que les leurs. Cela nous donne un avantage énorme sur le plan international. Il est exact que d'autres pays ont des organisations très semblables à la Société pour l'expansion d'exportation; cependant, nous sommes le seul organisme au monde qui fournit trois choses par l'entremise d'une même société; c'est-à-dire, une assurance des crédits à l'exportation du crédit des fournisseurs, un financement à long terme des crédits de l'acheteur et une assurance des investissements à l'étranger. Nous sommes le seul organisme au monde fournissant ces trois services à l'intérieur d'une même société. Aux États-Unis, la Banque des exportations et des importations des États-Unis fournit un financement à long terme et sa filiale, la *Foreign Credit Insurance Corporation* fournit l'assurance des crédits à l'exportation et la *Overseas Private Investment Corporation* fournit l'assurance des investissements. Vous avez donc aux États-Unis trois organismes qui font ce que nous faisons dans une.

Le président: Les autres pays utilisent-ils ce moyen pour subventionner les exportations?

M. Aitken: Comme le sénateur l'a dit, il est très difficile de le déterminer.

Le sénateur Flynn: Cependant, est-ce possible?

M. Aitken: C'est possible.

Le sénateur Flynn: Ce financement à long terme est une expérience assez récente?

M. Aitken: Nous avons commencé en 1961, il y a douze ans.

Le sénateur Flynn: Au début, vous ne financiez que les achats?

M. Aitken: Nous assurions les exportations.

Le sénateur Flynn: Vous assuriez les exportations?

M. Aitken: C'est cela.

Le sénateur Flynn: Si nous revenons à cette opération, ne pensez-vous pas que dans un cas comme celui-ci, la société fait face à de très fortes pressions lorsqu'elle doit traiter avec la Corporation commerciale canadienne ou tout autre service du gouvernement?

M. Aitken: Non, monsieur, nous avons été fortement encouragés, si je puis dire, par la société Canadair, qui allait construire de nouveaux aéronefs. Ces gens étaient en réalité très heureux de nous avoir pour financer la vente de leurs anciens aéronefs et nous envisagions cette transaction comme si nous finacions la vente de nouveaux aéronefs.

C'est dans le même ordre d'idée. C'est ce qui s'est passé il y a 25 ans lorsque la ville de Toronto nous a demandé d'assurer la vente de leurs anciens tramways rouges au Mexique.

Nous avons dit, «Quelle est la raison de tout cela? Nous ne sommes pas ici pour assurer seulement les transactions financières. Nous sommes ici afin d'assurer les exportations de façon à fournir du travail». Nous avons donc dit à la ville de Toronto, «Si vous voulez acheter des autobus construits au Canada, nous assurerons la vente de vos tramways au Mexique.»

Le sénateur Flynn: Je peux comprendre l'intérêt de la Canadair qui est très évident; mais la Corporation commerciale canadienne et le ministère de la Défense nationale étaient également très intéressés à obtenir l'argent de cette façon.

M. Aitken: Oui, monsieur.

Le sénateur Lang: En essayant de faire une comparaison de vos résultats dans ce domaine avec ceux des autres pays de l'hémisphère Ouest, pouvez-vous comparer le montant des exportations que vous financez, exprimé en pourcentage de la totalité de nos exportations et comparé à ce que, par exemple, le Royaume-Uni, la France, où les États-Unis financent? J'essaie d'avoir une idée de vos résultats par rapport à nos concurrents sur le plan du commerce international.

M. Aitken: Nous disposons de crédit afin de faciliter les exportations qui se chiffrent actuellement à \$3.1 milliards. C'est-à-dire, \$1 milliard pour l'assurance, \$1.5 milliard pour le financement, \$450 millions pour fins de financement du gouvernement et \$150 millions pour l'assurance des investissements à l'étranger. Vous avez donc \$3.1 milliards. Les États-Unis ont un plafond de \$20 milliards. Cependant, si on veut comparer les chiffres canadiens avec les chiffres américains, vous devez prendre le facteur 14 car si vous multipliez nos \$3 milliards par 14 cela vous donnera \$42 milliards. Les États-Unis ont un plafond de \$20 milliards, donc comparativement la Société pour l'expansion des exportations est deux fois plus importante que la Banque